

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions**  
**- TPSGC**  
**11 Laurier St., / 11, rue Laurier**  
**Place du Portage, Phase III**  
**Core 0B2 / Noyau 0B2**  
**Gatineau**  
**Québec**  
**K1A 0S5**  
**Bid Fax: (819) 997-9776**

## SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address  
Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution  
Informatics Professional Services - EL  
Division/Services professionnels en informatique -  
division EL  
4C2, Place du Portage  
Gatineau  
Québec  
K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> TBIPS for the Physical Resources	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 08324-130123/A	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 007
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 14-73881	<b>Date</b> 2015-04-17
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$EL-606-28536	
<b>File No. - N° de dossier</b> 606el.08324-130123	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2015-04-28</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Mansour, Silvana	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 606el
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 956-3519 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 956-5925
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

Ce document comprend des questions reçues de la part de soumissionnaires potentiels avec les réponses qui y correspondent ainsi qu'une modification.

### **Question no 26**

Compte tenu de la nature importante du changement apporté à l'exigence ministérielle obligatoire introduite dans la modification 4, qui rend non conformes des contrats et des références qui auraient été jugés admissibles avant la modification, ce qui a été affirmé dans la modification 6, l'État accordera-t-il une prolongation d'une semaine aux fournisseurs qui doivent identifier et justifier des contrats qui satisfont aux nouveaux aspects de l'exigence ministérielle obligatoire?

**Remarque :** Dans l'explication donnée à la réponse 25 (modification 6), l'État avance que le changement en question est simplement la relégation d'une exigence évaluée relative à l'entreprise à une exigence obligatoire. Ce n'est pas le cas. Le critère exigeant la *combinaison* de développement des applications dans le cadre de la CSLA et une valeur de services facturés de 1 M\$ ou plus par année est un ajout à la demande, d'autant plus qu'il s'agit maintenant d'une exigence obligatoire qui limite beaucoup plus l'exigence.

### **Réponse no 26**

Ces changements tiennent compte des exigences opérationnelles de la Direction générale des biens du MAECD. Il s'agit donc du minimum que nous sommes en mesure d'accepter pour le moment.

Une prorogation à la date de clôture de la DDP est offerte, voir la modification ci-dessous.

### **Question no 27**

L'État énonce précisément que l'expérience pertinente à la CSLA n'est pas tenue d'être obtenue dans la région de la capitale nationale, puisque ce n'est pas indiqué explicitement dans la demande de propositions. L'État pourrait-il décrire la valeur qu'elle tirera d'une référence provenant de l'extérieur de la région de la capitale nationale, à moins que le soumissionnaire fasse appel à cette équipe particulière à Ottawa, étant donné que seules les personnes visées par une autorisation de tâches peuvent contribuer au projet conformément aux lignes directrices visant la prestation de SPICIT au besoin.

### **Réponse no 27**

Afin d'assurer une concurrence équitable et ouverte, l'État a décidé d'accepter les références de l'extérieur de la région de la capitale nationale.

### **Question no 28**

Compte tenu de la clarification et de la définition d'une « équipe » dans la réponse 25 (modification 6), l'État peut-il confirmer que seule une référence correspondant à la définition d'une « équipe » (c.-à-d. constituée d'un architecte, de programmeurs, d'un analyste de base de données, d'un concepteur Web, d'un spécialiste de l'assurance de la qualité et d'un gestionnaire de projet) sera acceptée pour l'exigence ministérielle obligatoire? Autrement, pouvez-vous éclaircir ce point puisque cette exigence est très restrictive?

**Réponse no 28**

Oui, l'État acceptera les références d'équipes constituées de ressources différentes dans la mesure où elles satisfont aux autres critères.

**Modification :**

**À la page 1 :**

**SUPPRIMER** : La présente invitation à soumissionner se termine le 21 avril 2015 à 14 h.

**INSÉRER** : La présente invitation à soumissionner se termine le 28 avril 2015 à 14 h.

**TOUTES LES AUTRES CONDITIONS DE LA DP DEMEURENT INCHANGÉES.**